

---

# Programmes de repas scolaires dans le monde

Résultats de l'enquête mondiale 2021 sur  
les programmes d'alimentation scolaire ©

Résumé Analytique



# Résumé analytique

## CONTEXTE

Les programmes d'alimentation scolaire – grâce auxquels les élèves reçoivent des repas, des collations ou des rations à emporter – bénéficient à des enfants du monde entier. De nombreuses études ont montré leurs effets positifs sur la nutrition, le développement physiologique et les performances scolaires des enfants. Pourtant, malgré leur abondance et leur impact manifeste, les données disponibles sur les programmes d'alimentation scolaire à grande échelle ont toujours été fragmentées et incohérentes. L'absence d'un cadre commun n'a pas permis de dégager des tendances au fil du temps ni de comparer les activités dans différents contextes. Les défenseurs de la cause, les décideurs politiques, les analystes et les praticiens ont tous été confrontés au même défi: le manque d'informations complètes et normalisées sur ces programmes.

La Global Child Nutrition Foundation (GCNF) - soutenue par de nombreux partenaires internationaux et financée en partie par le Département de l'agriculture des États-Unis - a cherché à combler cette lacune en lançant une Enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire ©.

Les objectifs de l'Enquête sont:

- Combler un manque critique de connaissances en créant et en maintenant une base de données mondiale actualisée d'informations normalisées sur les programmes d'alimentation scolaire, couvrant un large éventail de secteurs et d'activités connexes.
- Suivre l'évolution au fil du temps ; orienter les efforts vers les domaines qui en ont le plus besoin; soutenir les investissements sur la base de connaissances approfondies ; et permettre aux parties prenantes de mieux mobiliser des ressources.
- Partager et comparer les informations entre les programmes et les pays ; rendre les données disponibles aux partenaires et bailleurs de fonds ; et fournir des données pour alimenter les travaux de recherche dans ce domaine.

L'Enquête recueille des renseignements détaillés auprès des gouvernements nationaux sur tous les programmes d'alimentation scolaire à grande échelle menés dans leur pays, entre autres:

- La couverture du programme et les caractéristiques des bénéficiaires
- Les produits alimentaires fournis
- Les circuits d'achat et de distribution des aliments
- Les interventions complémentaires de santé et d'hygiène
- Les sources et les montants des financements
- Le rôle du gouvernement dans la gestion et les opérations du programme
- Les liens avec l'agriculture locale, l'engagement avec le secteur privé et la création d'emplois
- L'impact de la pandémie de COVID-19 (thème ajouté en 2021)

## L'Enquête mondiale 2019 sur les programmes d'alimentation scolaire

L'Enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire a été lancée pour la première fois en 2019 et a compté la

participation de 105 pays. Les résultats obtenus sont détaillés dans le document «Programmes de repas scolaires dans le monde : rapport basé sur l'enquête mondiale 2019 sur les programmes d'alimentation scolaire», accessible sur [www.gcnf.org](http://www.gcnf.org).

Dans le cycle d'enquête 2019:

- Un lexique évolutif de l'alimentation scolaire a été élaboré sous forme d'un glossaire de définitions et utilisé – dans sept langues – dans le questionnaire d'enquête.
- Un processus standardisé de collecte de données mondiales a été établi et mis en œuvre avec succès.
- Un cadre de discussion permanent a été établi sur l'élaboration d'indicateurs pour l'alimentation scolaire.
- Une base de données publique et un rapport d'enquête ont été mis à disposition, comprenant des milliers de points de données sur l'alimentation scolaire et fournissant des données détaillées au niveau des pays et des programmes comparables en termes de contenu, de format et de calendrier.

## L'Enquête mondiale 2021 sur les programmes d'alimentation scolaire

La collecte de données pour la deuxième vague d'enquête s'est déroulée de juillet 2021 à mars 2022. L'enquête a recueilli des informations pour l'année scolaire qui a débuté en 2020, une année partiellement, sinon entièrement, affectée par la pandémie de COVID-19. La GCNF a reçu la réponse de 134 gouvernements nationaux, ainsi que trois soumissions de tiers. Pour deux autres pays, les données gouvernementales accessibles au public ont été suffisantes pour les inclure dans la base de données. Ainsi, 139 pays – représentant 81 % de la population mondiale – figurent dans la base de données. Parmi ceux-ci, 125 disposaient d'au moins un programme d'alimentation scolaire à grande échelle et ont fourni conjointement des informations sur 183 programmes.

Dans le cycle d'enquête 2021:

- Le taux de réponse global des gouvernements, qui aurait du être bien inférieur en raison des conséquences de la pandémie de COVID-19, a été supérieur à celui de 2019.
- La terminologie et le processus de collecte de données ont été bien acceptés par les répondants à l'enquête et les partenaires de mise en œuvre qui avaient participé au premier cycle.
- Les résultats peuvent être comparés à ceux de l'enquête de base 2019. L'enquête de 2021 et les séries d'enquêtes ultérieures permettront de suivre les changements dans le temps et d'évaluer l'impact des chocs.

Les résultats de l'enquête ont permis de créer un ensemble de rapports nationaux courts et colorés qui documentent, dans un format standard, l'état des programmes d'alimentation scolaire dans chaque pays de la base de données. Ces rapports sont disponibles sur [www.survey.gcnf.org/country-reports/](http://www.survey.gcnf.org/country-reports/).

## Résultats

### Couverture des programmes d'alimentation scolaire et caractéristiques des bénéficiaires

Dans les 139 pays figurant dans la base de données 2021, au moins 330,3 millions d'enfants ont reçu de la nourriture dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire au cours de l'année scolaire qui a commencé en 2020. Le taux de couverture

global - ou la part de tous les enfants en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire qui ont reçu de la nourriture dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire - est de 27 %. Alors que 8 % des enfants d'âge scolaire au Moyen-Orient/Afrique du Nord ont bénéficié de programmes d'alimentation scolaire, ce pourcentage atteint 16 % en Afrique subsaharienne, 26 % en Asie du Sud/Asie de l'Est/Pacifique, 47 % en Europe/Asie centrale/ Amérique du Nord et 55 % en Amérique latine/Caribbes. Le taux global de couverture de l'alimentation scolaire augmente en fonction des niveaux de revenu. Alors que 10 % des enfants d'âge scolaire des pays à faible revenu ont bénéficié de programmes d'alimentation scolaire, ce pourcentage est passé à 27 %, 30 % et 47 % dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, intermédiaire supérieur et élevé, respectivement. Ces disparités soulignent à quel point la couverture de l'alimentation scolaire est la plus faible précisément là où les besoins sont susceptibles d'être les plus importants.

Le taux de couverture des enfants en âge de fréquenter l'école primaire est considérablement plus élevé que pour les autres enfants, et il est très rare que les enfants d'âge préscolaire ou secondaire des pays à faible revenu bénéficient de programmes d'alimentation scolaire. Compte tenu de l'importance du développement de la petite enfance et de la nutrition des adolescents, cela indique une grave lacune dans la couverture.

L'enquête a également recueilli des informations rétrospectives sur le nombre d'enfants ayant reçu des repas scolaires trois ans plus tôt. Parmi les pays qui ont pu fournir ces informations historiques, 43 % ont signalé une augmentation du nombre d'enfants bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire, tandis que 27 % ont noté une diminution et les 30% restants aucun changement. Ces chiffres sont particulièrement frappants en Afrique subsaharienne, où 71 % des pays ont signalé une augmentation substantielle du nombre d'enfants bénéficiant d'activités d'alimentation scolaire.

## Caractéristiques des Programmes d'alimentation scolaire

La quasi-totalité (93 %) des 183 programmes d'alimentation scolaire indiquent avoir pour objectif de répondre aux besoins nutritionnels et/ou de santé des élèves. Dans le même temps, seuls 35 % d'entre eux déclarent viser la prévention ou l'atténuation de l'obésité, les programmes des pays à revenu élevé (70 %) étant beaucoup plus enclins à intégrer cet objectif que ceux des pays à revenu intermédiaire inférieur (16 %) ou à faible revenu (5 %). Le potentiel des programmes d'alimentation scolaire comme stratégie de lutte contre l'obésité est manifestement moins reconnu dans les milieux à faible revenu où les problèmes de sous-alimentation restent importants, même si les taux d'obésité augmentent. Les programmes menés dans les milieux à faible revenu déclarent généralement vouloir atteindre des objectifs agricoles, ce qui reflète le rôle déterminant de l'agriculture dans les économies moins industrialisées.

Les programmes d'alimentation scolaire présentent une grande diversité d'approches pour cibler les bénéficiaires. Certains orientent géographiquement les ressources vers des zones où les niveaux de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de malnutrition sont élevés. D'autres ciblent les étudiants en fonction de leurs caractéristiques individuelles, telles que le revenu du ménage ou l'appartenance à un groupe marginalisé. D'autres encore optent pour le ciblage universel, selon lequel tous les élèves d'une école ou d'un niveau scolaire donné reçoivent de la nourriture à l'école.

Les repas à l'école, servis par 80 % des programmes, est comme en 2019 la modalité la plus courante de distribution de nourriture en 2021. Cependant, la part des programmes fournissant des rations à emporter a fortement augmenté, passant de 25 % en 2019 à 39 % en 2021. Ce changement reflète sans aucun doute les efforts d'adaptation aux fermetures d'écoles liées à la pandémie. Les collations à l'école, servies par 29 % des programmes, est la troisième modalité la plus courante relevée.

## Panier alimentaire et sources d'aliments

Le menu scolaire – ou le contenu du « panier alimentaire » – est un élément fondamental de tout programme de repas scolaires. Les graines/céréales sont la catégorie d'aliments la plus courante (servis dans 87 % des programmes), suivis par l'huile (78 %) et les légumineuses (75 %). Les fruits et légumes (63 à 65 %) sont moins courants et ce sont les aliments d'origine animale qui sont servis le moins souvent, bien qu'il y ait un degré élevé de variation entre les groupes de revenu. La volaille, par exemple, est servie dans 69 % des programmes dans les milieux à revenu élevé, mais seulement 5 % des programmes dans les milieux à faible revenu. L'écart est encore plus grand pour les fruits, qui sont servis respectivement dans 97 % et 22,5 % des programmes dans les milieux à revenu élevé et à faible revenu, soit une différence de 74,5 %. Dans les milieux à revenu élevé, les enfants reçoivent en moyenne 8,3 catégories d'aliments différentes, tandis que cette valeur chute à 7,1, 6,5 et 5,2 dans les milieux à revenu moyen supérieur, à revenu moyen inférieur et à faible revenu, respectivement. Dans toutes les régions, cette valeur est la plus élevée en Asie du Sud/Asie de l'Est/Pacifique et la plus faible en Afrique subsaharienne.

En accord avec la priorité donnée aux objectifs nutritionnels, 80 % des programmes dans les milieux à faible revenu ont servi des produits alimentaires enrichis, tels que les graines/céréales, l'huile et le sel enrichis en vitamine A, en fer et en iode (entre autres fortifiants). La part des programmes servant ces aliments tombe respectivement à 72 %, 42 % et 21 % dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, à revenu intermédiaire supérieur et à revenu élevé. Une tendance similaire est observée pour les aliments biofortifiés et la supplémentation en micronutriments, principalement ou exclusivement présents dans les milieux à faible revenu.

Étant donné les nombreux liens existant entre la nutrition et d'autres aspects de la santé, l'enquête a également recueilli des informations sur les programmes et services complémentaires offerts dans les écoles. Une grande partie des programmes (87 %) intègrent l'éducation alimentaire et nutritionnelle, et 68 % sont jumelés à des jardins scolaires qui font office à la fois de source d'aliments frais et de moyen d'apprentissage de l'agriculture. Les répondants ont également cité la présence de plusieurs autres programmes ou services complémentaires, notamment l'éducation à l'hygiène, le traitement vermifuge et le dépistage de l'anémie.

Dans toutes les régions et tous les groupes de revenus, les achats sur le marché représentent la méthode la plus courante d'approvisionnement en produits alimentaires pour les programmes d'alimentation scolaire. Ces achats se pratiquent principalement sur les marchés locaux, même si 38 % des programmes achètent certains aliments à l'étranger. Les contributions en nature provenant du pays ou de l'étranger sont beaucoup moins courantes, soit 23 % et 21 % respectivement, et sont principalement signalées par des programmes opérant dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Dans l'enquête de 2019, de nombreux pays faisaient état d'un effort pour se tourner vers les achats locaux. Dans l'enquête de 2021, les programmes sont considérés comme reposant sur la production nationale s'ils tirent au moins 70 % de la valeur de leurs aliments de sources nationales et si les agriculteurs (ou les organisations d'agriculteurs) vendent leurs produits directement au programme ou aux écoles. Ces programmes sont plus courants dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire inférieur, 29 % des programmes en Afrique subsaharienne obéissant à ces critères. Les programmes qui reposent sur la production nationale distribuent, en moyenne, une plus grande diversité d'aliments que les programmes qui dépendent des dons en nature de source étrangère. Cela semble indiquer que l'approvisionnement national - et l'engagement avec les agriculteurs - est associé à des paniers alimentaires plus diversifiés et plus sains.

## Financement et coûts

Des informations budgétaires détaillées ont été fournies pour 87 % des programmes et 80 % des pays (certains pays présentant des données budgétaires partielles pour certains de leurs programmes). Dans les 139 pays de la base de données de l'enquête, le budget global de l'alimentation scolaire au cours de l'année de référence se monte à au moins 35,3 milliards de dollars USD.

Dans toutes les régions et tous les groupes de revenu, les gouvernements contribuent largement au financement des programmes de repas scolaires. Dans l'ensemble des pays, en moyenne 70 % du financement provient du gouvernement, et dans 53 pays, le gouvernement couvre 100 % du financement. En moyenne, la part du financement apportée par les gouvernements est la moins élevée dans les pays à faible revenu (24 %), alors que cette valeur passe à 74 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Au niveau régional, les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes contribuent à la plus grande part du financement, prenant en charge en moyenne 98 % des coûts.

En cumulant tous les pays, le budget annuel par enfant qui reçoit de la nourriture scolaire est de 108 USD. Cependant, ce chiffre varie considérablement de 18-23 USD dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à 400 USD dans les pays à revenu élevé. (Notez que ces calculs ne tiennent pas compte des différences de parité de pouvoir d'achat.) Au niveau régional, l'investissement moyen par enfant est le plus faible en Afrique subsaharienne (30 USD), suivi par l'Asie du Sud/l'Asie de l'Est (54,5 USD), l'Amérique latine/les Caraïbes (58 USD), le Moyen-Orient/l'Afrique du Nord (109 USD) et l'Europe/l'Asie centrale/l'Amérique du Nord (382USD).

Parmi les 125 pays disposant d'une alimentation scolaire à grande échelle dans la base de données de l'enquête, un poste budgétaire affecté aux activités d'alimentation scolaire existe dans 69 % des budgets nationaux. Dans plusieurs régions, il y a une corrélation positive entre l'existence de ce poste budgétaire et le taux de couverture atteint, et dans la plupart des régions, les pays ayant créé ce poste budgétaire dépensent davantage par bénéficiaire que ceux qui en sont dépourvus. Dans l'ensemble, 64 % des programmes considère leur financement comme adéquat. Cette valeur qui est de 44 % dans les pays à faible revenu passe à 51 %, 68 % et 90 % dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, intermédiaire supérieur et à revenu élevé.

## Gestion et mise en œuvre

Les politiques, les lois et les normes relatives à l'alimentation scolaire peuvent orienter positivement les programmes d'alimentation scolaire. Une grande majorité (80 %) des pays ont une politique nationale d'alimentation scolaire, indépendamment de leurs niveaux de revenu. Cependant, l'existence d'une politique de nutrition, de santé ou de sécurité alimentaire liée à l'alimentation scolaire est positivement corrélée au revenu des pays. Parallèlement, une politique agricole liée à l'alimentation scolaire est davantage observée dans les milieux à faible revenu, et une politique relative à la participation du secteur privé aux programmes d'alimentation scolaire est relativement rare dans tous les groupes de revenu.

## Agriculture, emploi et participation communautaire

Pour comprendre comment les programmes de repas scolaires sont intégrés dans les économies locales, l'enquête a inclus des questions sur l'engagement des programmes avec les agriculteurs et le secteur privé non agricole. Dans l'ensemble, 59 % des programmes ont déclaré avoir un engagement direct avec les agriculteurs et 71 % un engagement avec d'autres

entreprises du secteur privé. Ces schémas varient d'une région à l'autre, l'engagement des agriculteurs étant considérablement plus fréquent en Amérique latine/Caraïbes et en Afrique subsaharienne que dans les autres régions. Dans les milieux à faible revenu, il est plus courant que les programmes s'engagent auprès de petites exploitations, alors qu'à des niveaux de revenu plus élevés, les programmes s'engagent auprès d'exploitations de toutes tailles. L'engagement du secteur privé est le plus élevé en Europe/Asie centrale/Amérique du Nord et au Moyen-Orient/Afrique du Nord. Cet engagement revêt diverses formes, telles que le recrutement d'entreprises privées pour le transport de nourriture et les services de restauration.

Un total de 62 % des programmes de la base de données sont en mesure de fournir une estimation du nombre de personnes qu'ils emploient, soit 3,7 millions de personnes rémunérées dans l'ensemble des activités. Une écrasante majorité de ces travailleurs occupent les fonctions de cuisiniers/préparateurs d'aliments, les autres fonctions étant réparties entre les manutentionnaires, les transporteurs, les transformateurs hors site et les inspecteurs de la sécurité et de la qualité des produits. En outre, 32 % des programmes déclarent mettre l'accent sur la création d'emplois pour les femmes et 20 % d'entre eux sur l'emploi des jeunes. Ces deux priorités sont plus courantes dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur.

## COVID-19 et autres urgences

Les programmes d'alimentation scolaire sont loin d'être passifs dans leur expérience de la pandémie de COVID-19. Ils ont répondu activement et souvent avec une grande agilité à une crise dans laquelle leurs services étaient nécessaires de toute urgence, alors même que leur travail était particulièrement perturbé. En raison de la pandémie de COVID-19, plus des trois quarts (78 %) des pays indiquent que « la plupart » des écoles ont été soit fermées, soit ont fonctionné à distance ou sous une forme ou une autre de statut hybride pendant au moins un mois au cours de l'année scolaire qui a commencé en 2020, alors que 38 % des pays indiquent que les écoles n'ont pas été ouvertes à l'apprentissage en présentiel pendant au moins six mois. Les programmes de repas scolaires ont été confrontés à l'immense défi d'atteindre les écoliers même lorsque les écoles étaient fermées. Parmi la panoplie des modifications programmatiques enregistrées, on trouve des ajustements du nombre de bénéficiaires, du ciblage des bénéficiaires, des modalités de livraison des vivres et de la composition du panier alimentaire. Malgré tous les efforts déployés, 39 % des programmes signalent que les perturbations liées à la pandémie ont provoqué un arrêt temporaire des activités d'alimentation scolaire au cours de l'année de référence.

L'enquête révèle des résultats positifs inattendus résultant de la pandémie de COVID-19. Premièrement, les perturbations causées par la pandémie ont mieux fait connaître et apprécier le rôle des programmes d'alimentation scolaire. Bien que ces programmes aient toujours rempli un rôle important – nourrir les enfants dans les écoles et faciliter l'apprentissage – c'est précisément lorsque ce service a été interrompu que de nombreuses personnes ont reconnu son importance cruciale. Deuxièmement, la crise de santé publique a attiré une plus grande attention sur l'hygiène scolaire et les systèmes scolaires ont fourni des postes de lavage des mains supplémentaires, assuré une propreté accrue dans l'enceinte de l'école, et surveillé et fait respecter l'hygiène alimentaire dans les cuisines de l'école.

## Succès et défis

Les répondants à l'enquête ont été invités à commenter les récents succès et défis associés à l'alimentation scolaire dans leur pays. Comme indiqué, les programmes de repas scolaires ont pu s'éloigner de la procédure standard pour garantir que les enfants continuent à recevoir de la nourriture même lorsque les écoles étaient fermées ou quand elles ont rouvert avec

de nouvelles directives de distanciation sociale. Les enseignements tirés de cette expérience pourront être appliqués dans les situations d'urgence futures, telles que les chocs climatiques et géophysiques, les conflits et les crises économiques. Les programmes d'alimentation scolaire ont également joué un rôle positif en incitant les enfants à retourner à l'école après d'autres perturbations. Certains répondants ont souligné une augmentation des pratiques respectueuses de l'environnement ou un élargissement des offres de menus vers une plus grande diversité d'aliments.

Parallèlement à ces succès, presque tous les répondants ont été en mesure d'identifier les défis auxquels sont confrontés les programmes d'alimentation scolaire, le plus pressant d'entre eux étant le stress résultant du manque de ressources et le financement imprévisible. Un deuxième domaine de préoccupation concerne la faiblesse de la supervision et la mauvaise gestion des ressources. Bien que les programmes et les pays continuent de renforcer les contrôles et d'améliorer la collecte des données, le manque de ressources freine considérablement ces efforts.

## CONCLUSION

Les enquêtes mondiales 2019 et 2021 sur les programmes d'alimentation scolaire soulignent la popularité de l'alimentation scolaire dans le monde et la variété des formes qu'elle peut revêtir, ce qui incite à la prudence lorsque l'on cherche à extrapoler les données de leur contexte ou à comparer un programme à un autre. Les enquêtes soulèvent certaines questions qui dépassent la portée de ce rapport et mettent en évidence les domaines dans lesquels les recherches devraient s'orienter. Par exemple, il nous faut mieux cerner les avantages et inconvénients des différents types de programmes; le potentiel des achats alimentaires locaux à soutenir les systèmes alimentaires; et le rôle de l'alimentation scolaire comme moyen d'incitation au retour à l'école des enfants après une absence prolongée. Il est également impérieux de réfléchir à la meilleure façon de collecter des données sur les programmes de repas scolaires décentralisés et de classer les programmes d'alimentation scolaire à base de produits locaux (HGSP) afin de mieux comprendre leur impact. Les enquêtes fournissent un point de départ aux praticiens et aux chercheurs pour mieux appréhender toutes ces questions. La valeur de ce travail continuera de croître à mesure que l'enquête se répètera dans les années à venir.



Cette publication repose sur des informations spécifiques aux pays et aux programmes fournies par des responsables gouvernementaux ou leurs délégués en réponse à l'enquête mondiale sur les programmes de repas scolaires © menée par la GCNF en 2021, complétée de manière limitée par des données accessibles au public, émanant principalement des Nations Unies et la Banque mondiale. Les données, leur analyse et leur présentation sont fournies en toute bonne foi et à titre d'information générale uniquement. Le GCNF ne saurait garantir l'exhaustivité ou l'exactitude des informations.

L'Enquête mondiale sur les programmes de repas scolaires est la propriété de la GCNF et est protégée par des droits d'auteur. Elle ne peut être reproduite ou distribuée sans autorisation écrite préalable. Contact: [info@gcnf.org](mailto:info@gcnf.org)

**Citation Suggérée:** Global Child Nutrition Foundation (GCNF). 2022. Programmes de repas scolaires dans le monde: Résultats de l'enquête mondiale 2021 sur les programmes d'alimentation scolaire ©. Accessible à [survey.gcnf.org/2021-global-survey](https://survey.gcnf.org/2021-global-survey)

© 2022. Global Child Nutrition Fondation. Tous droits réservés. La GCNF est une entité apolitique et à but non lucratif. Le financement de cette enquête est assuré, en partie, par le Département de l'agriculture des États-Unis.

